



25 janvier 2013

Accord de libre-échange Canada - Union européenne

Manifestation devant le bureau du ministre Jean-François Lisée



Dans un secret presque complet, le gouvernement Harper souhaite conclure l'accord au plus vite en 2013, avec la complicité du gouvernement Marois. Pour la première fois, des domaines importants de compétences provinciale et municipale seraient livrés à la logique du « libre marché » et inféodés au pouvoir des investisseurs privés. C'est carrément le modèle de développement du Québec et notre capacité souveraine de gouverner pour l'intérêt public qui sont menacés.

Notre souveraineté économique, politique, alimentaire, énergétique, environnementale, culturelle et sociale est prise d'assaut !

Manifestation au bureau du ministre du commerce extérieur Jean-François Lisée, au Centre de commerce mondial de Montréal, 380, Saint-Antoine Ouest, Montréal (métro Square-Victoria), le **mardi 29 janvier 2013 à 11 h 30**

L'AÉCG: Un véritable cheval de Troie pour les multinationales étrangères !

L'Accord économique et commercial global (AÉCG) entre le Canada et l'Union européenne est l'accord le plus ambitieux et préoccupant jamais négocié par le Canada. Dans un secret presque complet, le gouvernement Harper souhaite conclure l'accord au plus vite en 2013, avec la complicité du gouvernement Marois. Pour la première fois, des domaines importants de compétences provinciale et municipale seraient livrés à la logique du « libre marché » et inféodés au pouvoir des investisseurs privés.

C'est carrément le modèle de développement du Québec et notre capacité souveraine de gouverner pour l'intérêt public qui sont menacés.

L'AÉCG ouvre la porte à :

- la privatisation des services publics;
- la privatisation de la gestion de l'eau;
- la préséance de l'investissement privé et des droits des multinationales sur les lois locales, ce qui leur
- permettrait de poursuivre un gouvernement pour toute politique, environnementale ou de développement local, qui pourrait restreindre leurs profits;

- l'augmentation du coût des médicaments en retardant l'accès de la population à des médicaments génériques;
- la mainmise du privé sur nos ressources naturelles;
- **la privatisation de certaines branches d'activités d'Hydro-Québec;**
- la modification du système agricole de gestion de l'offre;
- un affaiblissement des protections de la culture.

L'objectif premier de l'AÉCG n'est pas la création d'emplois, ni réellement le plus grand accès au marché européen. L'AÉCG vise essentiellement à attirer les capitaux étrangers ici, chez nous, et à donner aux puissantes multinationales européennes le libre accès à nos ressources.

Monsieur LISÉE,
Madame MAROIS

La population québécoise ne veut pas d'un accord de libre-échange qui prend d'assaut NOTRE SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE, POLITIQUE, ALIMENTAIRE, ÉNERGÉTIQUE, ENVIRONNEMENTALE, CULTURELLE ET SOCIALE !